



La Relation Paradoxe Entre le Capital Humain et La Prospérité : Leçons Tirées D'études de Cas Sur le Burkina Faso

Alain SIRI et Omer COMBARY

Mai 2024 /HCD-PBf-TT-002

Questions critiques

- L'amélioration des revenus des travailleurs passe par le développement de leur capital humain dans ses dimensions telles que l'éducation, la santé, la nutrition et les compétences.
- L'augmentation de l'offre de services de développement du capital humain ne suffit pas à garantir une amélioration de leurs revenus.
- L'amélioration des revenus nécessite la combinaison d'une expansion de l'offre et d'une augmentation des rendements de l'éducation et de la formation, de la santé et de la nutrition.
- Une évaluation régulière des politiques permet de formuler efficacement des politiques liées au développement du capital humain qui favoriseront l'augmentation des revenus.

Le problème de l'incohérence dans la relation entre le capital humain et une hausse de la prospérité

Le développement du capital humain est reconnu comme un facteur important de la croissance et de la prospérité des individus et des pays. Une augmentation des niveaux d'éducation et de formation, une amélioration de la santé et de la nutrition, conduiront à une augmentation des revenus des citoyens.

Aussi, depuis le début des années 1980, le gouvernement burkinabé a fait du développement du capital humain une priorité dans la conduite des politiques publiques. Pour ne citer que quelques chiffres, les dépenses publiques d'éducation, qui ne représentaient que 1,4 % du PIB en 1996, ont été portées à 6 % du PIB en 2018. Quant aux dépenses publiques de santé, elles ont presque doublé, passant de 1,1 % du PIB en 2003 à 2,4 % du PIB en 2018.

Dans ce contexte, les résultats en matière d'éducation et de santé se sont ensuite améliorés. Au niveau de l'enseignement secondaire, le taux brut de scolarisation est passé de 6,9 % en 1990 à 40,7 % en 2020. L'espérance de vie à la naissance s'est également améliorée, passant de 49,4 ans en 1990 à 61,2 ans en 2019.

Néanmoins, malgré les évolutions constatées en matière d'éducation et de santé, la pauvreté a augmenté entre 1994 et 2009, touchant près de 44,5% de la population, puis 46,7% avant de se réduire à partir de 2014, pour ne toucher que 36,2% de la population en 2018.

Ces données révèlent le fait qu'une augmentation de la dotation en capital humain ne conduit pas nécessairement à une amélioration de la prospérité des ménages. D'où l'importance de concilier les stratégies de développement du capital humain avec leur objectif final : l'amélioration de la prospérité des ménages. Pour ce faire, il faut s'efforcer de corriger les déficits en augmentant les bénéfices économiques et sociaux.

Pourquoi faut-il lier les politiques de développement du capital humain à la prospérité de la population burkinabé ?

L'augmentation des bénéfices tirés de l'accumulation du capital humain sur la prospérité des ménages permettrait au Burkina Faso d'atteindre les cibles de résultats 1 et 2 de l'ODD 1, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté et la réduction de moitié au moins de la pauvreté totale.

Cela permettrait également d'atteindre les objectifs de l'ODD 8, à savoir la croissance économique, le développement des petites et moyennes entreprises et l'amélioration de l'efficacité des ressources dans la production et la consommation.

Quelles sont les options politiques à privilégier ?

Source : [https://digitalmagazine.bf/2023/05/17/Promotion du travail décent au Burkina Faso : un atelier pour relancer les chantiers – Digital Magazine Burkina](https://digitalmagazine.bf/2023/05/17/Promotion%20du%20travail%20d%C3%A9cent%20au%20Burkina%20Faso%20:%20un%20atelier%20pour%20relancer%20les%20chantiers)



L'étude montre qu'en cas de diminution des rendements de la dotation en capital humain et de ses dimensions que sont l'éducation, les soins de santé, la nutrition et les emplois décents, l'augmentation attendue des revenus ne peut être atteinte. C'est pour cette raison que les décideurs politiques devraient éviter d'orienter leurs politiques de développement du capital humain vers l'augmentation de l'offre de services, mais devraient plutôt combiner une augmentation de l'offre de services avec une amélioration des rendements des services.

Afin d'éviter que tous les effets de l'accumulation du capital humain n'affectent la prospérité des travailleurs, les parties prenantes devraient appliquer les réformes suivantes.

Dans le domaine de l'éducation et de la formation, adapter les programmes d'enseignement, augmenter l'offre d'éducation ainsi que la formation technique et professionnelle.

En ce qui concerne la promotion d'emplois de qualité, poursuivre l'amélioration des politiques du marché du travail, permettre l'accès aux stages et aux formations de courte durée pour les jeunes et les travailleurs licenciés, et soutenir l'entrée des jeunes dans le monde des affaires.

Enfin, en ce qui concerne la politique nutritionnelle, il convient de l'étendre à la nutrition sur le lieu de travail.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts

basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org